

Social. La rupture entre la fédération nationale et les clubs de Midi-Pyrénées ont entraîné une baisse de l'activité. Des licenciements sont envisagés.

Un salarié de Léo-Lagrange en grève de la faim depuis six jours

A Léo-Lagrange, un conflit en suscite un autre. Depuis six jours, un salarié de la Fédération Midi-Pyrénées des clubs Léo-Lagrange (LLMP), basée à La Cèpière, est en grève de la faim. José Silva, informaticien, ne se nourrit que d'eau et de quelques vitamines. Il couche même dans son bureau, sur un matelas posé à même le sol. Soutenu par les salariés de la LLMP, ainsi que ceux de la fédération départementale (LL31, huit cents employés) et les syndicats SUD, FO et CGT, il dénonce les menaces qui pèsent sur l'emploi d'une trentaine de personnes, employées dans les services administratifs de la fédération régionale. C'est l'une des conséquences du long bras de fer qui oppose depuis plusieurs années les clubs Léo-Lagrange de Midi-Pyrénées à la fédération nationale, qui voulait avoir la mainmise sur la gestion de l'association régionale. Jusque-là, la LLMP assurait l'animation des centres de loisirs et des CLAE dans les communes pour environ 15 000 bénéficiaires et un chiffre d'affaires de 15 millions d'euros. Or après la rupture, la fédération nationale a créé une structure concurrente: la délégation régionale Léo-Lagrange. Elle a remporté des marchés publics que détenait



José Silva (à gauche), hier à La Cèpière dans son bureau avec des salariés. Photo DDM, S.M.

autrefois la LLMP, fragilisant de fait les ressources de l'association et l'emploi des anciens salariés. Par ailleurs, depuis trois ans, un nouveau réseau, Loisirs Education Citoyenneté (LEC), aurait dû se substituer à l'ancienne fédération régionale et regrouper toutes les fédérations départementales. Or dans les faits, la fédération de la Haute-Garonne est restée en marge du réseau, pourtant constitué, et les salariés dénoncent une situation de blocage

qui précarise l'emploi de la LLMP, devenue une coquille vide. « Nous sommes dans l'incapacité de construire à long terme », déplorent les représentants du personnel, exigeant une convention qui leur garantisse un avenir économique. Très mobilisés, les salariés se refusent pour autant à faire grève. Hier, ils ont occupé les locaux de la LL31, à Colomiers, puis de la LLMP, à La Cèpière. Le directeur général de la LLMP, Jean-Pierre Margaix, s'est engagé

« à retirer tout projet pouvant conduire à un plan social ». Il ne désespère pas « trouver une solution ».

De son côté, le président des LLMP et LL31, Bernard Macabiau, confirme qu'un « plan de licenciement avec mesures de reconversion » est en cours. Une vingtaine d'emplois serait concernée. « Nous sommes obligés d'adapter l'effectif au marché », explique-t-il.

Sébastien Marti